

Article

« Méthodologies néo-classique et post-classique »

Michel De Vroey

L'Actualité économique, vol. 68, n° 4, 1992, p. 647-664.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602089ar>

DOI: 10.7202/602089ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

MÉTHODOLOGIES NÉO-CLASSIQUE ET POST-CLASSIQUE *

Michel De VROEY

*Département de sciences économiques
Université Catholique de Louvain*

RÉSUMÉ — À partir d'une conception méthodologique originale, dans laquelle les théories sont vues comme des langages, nous présentons une évaluation critique du programme de recherche walrasien. Sans conclure négativement quant à la fécondité de ce dernier, nous défendons l'idée que le développement d'approches alternatives a lieu d'être encouragé mais qu'à cet égard la «synthèse post-classique» ne constitue pas la voie la plus intéressante.

ABSTRACT — *Neo-Classical and Post-Classical Methodologies.* Our article provides a critical assessment of the Walrasian research program. It is based on an original methodological viewpoint, in which theories are seen as languages. It examines the rationale for developing alternative research programs and expounds some flaws of the «post-classical synthesis».

INTRODUCTION

Le sujet qui nous a été assigné dans ce symposium, une comparaison des méthodologies post-classique et néo-classique, rencontre trois types de difficultés. Premièrement, la théorie post-classique, telle que Lavoie (1988, 1989) l'entend, n'existe qu'à l'état de projet. Deuxièmement, si la théorie néo-classique, elle, est bien constituée, on peut néanmoins se demander si cette bannière ne recouvre pas des approches très différentes, en particulier sur le plan méthodologique. Enfin, il est loin d'être évident qu'il y ait un consensus quant au contenu d'un discours sur la méthode, commun aux différents paradigmes économiques et qui pourrait servir de référence à leur comparaison. Face à ces difficultés, la voie adoptée ici est celle du subjectivisme: notre réflexion sera fondée sur une série d'intuitions personnelles, plutôt que sur des principes largement admis. Dans une telle visée, il nous paraît plus fécond de souligner les différences que de créer un œcuménisme de façade. D'où le caractère peut-être provocant de certains de nos propos!

* Nous remercions Marc Lavoie pour les judicieuses remarques qu'il a faites sur une version antérieure de ce texte. Ce manuscrit a été remis en juin 1990.

Une première partie de l'exposé porte sur un préalable, les conceptions possibles de la méthodologie. Une seconde est consacrée au programme de recherche walrasien. Dans la troisième et dernière partie, nous nous interrogeons sur les alternatives à celui-ci. C'est ici que nous traiterons, certainement d'une manière trop frustrée, du projet de fusion défendu par Lavoie.

1. LA THÉORIE ÉCONOMIQUE COMME LANGAGE

Incontestablement, la science économique est un domaine des plus vastes. Les propos qui suivent ne se rapportent qu'à un de ses sous-ensembles. On pourrait l'épingler par l'étiquette de «théorie abstraite», en l'isolant d'autres objets, comme l'économie appliquée, l'économétrie, la politique économique et l'histoire économique. La thèse que nous voudrions avancer à son propos peut être résumée comme suit : les théories ou paradigmes économiques sont des langages dans lesquels des débats sont menés, dont l'objectif ultime est de justifier l'une ou l'autre hypothèse quant à l'organisation idéale de l'économie de marché.

Adopter un tel point de vue équivaut à dépasser la dichotomie souvent établie entre réalisme et instrumentalisme, en y adjoignant une troisième conception, que l'on pourrait qualifier de «wittgensteinienne», la théorie comme convention ou langage. Opposons-la très schématiquement, à l'aide du tableau 1, aux deux conceptions traditionnelles.

TABLEAU 1

LES CONCEPTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Critères	Vue réaliste	Vue instrumentaliste	Vue langage
hypothèses	exigence de réalisme	acceptation de l'ir-réalisme des hypothèses	acceptation de l'irréalisme des hypothèses
possibilité d'infirmer la théorie factuelle	croissance en la possibilité d'infirmer la théorie factuelle des théories	croissance en la possibilité d'infirmer la théorie factuelle des théories	insularité de la théorie à l'égard des infirmer la théorie factuelle
rapport science et idéologie	opinions diverses	conception de neutralité de la théorie et des théoriciens	plasticité idéologique de la théorie et engagement politique des théoriciens

Le propre de la démarche *instrumentaliste* consiste à coupler l'irréalisme des hypothèses, tel qu'il a été exposé canoniquement par Friedman, avec une conception tout à fait empirique du progrès théorique, dans la mesure où l'on pense qu'en économie, à l'instar des sciences naturelles, les controverses théoriques se résolvent par recours à l'observation. Dans cette perspective, la bonne théorie est celle qui

resiste le mieux à l'invalidation empirique ou qui se révèle être à même de faire des prédictions correctes. Par ailleurs, affirmer que «les faits tranchent» revient à admettre que le réel s'impose à la théorie et au théoricien. En conséquence, les biais politiques ou idéologiques de l'économiste doivent s'incliner devant eux. On défend donc une vue de neutralité, à la fois de la théorie et des théoriciens. Ceci correspond à la conception la plus courante de la démarche théorique : le chercheur est censé entrer dans un domaine d'étude sans préjugés et dégager des conclusions, notamment politiques, seulement au terme d'un examen impartial.

La vue réaliste accepte, bien sûr, le recours aux faits, mais refuse l'artifice de l'«irréalisme». Ce refus se fonde sur l'impératif selon lequel la théorie doit prendre en compte d'emblée les traits essentiels de l'explanandum. On pourrait parler à ce propos d'«essentialisme» — le modèle théorique se doit d'intégrer d'emblée les caractéristiques essentielles de l'*explanandum* mais peut laisser de côté des traits jugés secondaires.

La conception «langage», quant à elle, accepte l'irréalisme des hypothèses mais est sceptique quant à la capacité de trancher des débats théoriques par le recours aux faits¹. Une théorie est vue comme une convention, c.-à.-d. un accord (toujours révisable) au sein d'une communauté scientifique sur des prémisses centrales et des règles d'énonciation des propositions théoriques. Sur cette base, n'importe quelle proposition est autorisée à condition que les règles syntaxiques soient respectées. Les avancées et débats théoriques portent à la fois sur le raffinement du langage (et la déduction de nouveaux résultats) et son extension (le type de phénomènes nouveaux qu'on peut y intégrer). La capacité des travaux empiriques à trancher dans ces questions est faible, de telle sorte que le progrès se fait surtout sur le plan conceptuel. Les controverses théoriques ne se résolvent pas par l'observation du réel mais par une invalidation logique ou par la dénonciation du manque de respect de certaines propositions par rapport aux règles et prémisses du langage théorique². Dans cette perspective, l'objet théorique est franchement reconnu comme une fiction, construite collectivement par la communauté scientifique. Priorité est donnée à la possibilité de dériver des résultats par un processus de démonstration rigoureux (et donc en pratique mathématique). L'avantage de la formalisation est précisément de permettre une discussion rigoureuse, susceptible d'aboutir à des résultats démontrés et capable d'engendrer un consensus entre économistes et d'ouvrir la voie à des développements cumulatifs. Corrélativement, le choix des hypothèses adoptées par la théorie n'est pas fondé en priorité sur leur réalisme, leur caractère central en tant que trait de l'*explanandum*, mais sur leur opérationnalité théorique. Qu'il s'agisse, par exemple, pour se référer au langage néo-classique, de la rationalité maximisatrice ou des rendements constants ou décroissants, il ne faut pas chercher à les justifier par un argument réaliste mais par leur opportunité théorique, — dans son état actuel, la théorie n'arriverait pas à de bons résultats sans ces hypothèses! Pour prendre un autre exemple, il ne s'agit

1. Ce paragraphe et le suivant s'appuient largement sur De Vroey (1990).

2. La critique par Lucas du concept de chômage involontaire constitue un exemple de rejet d'un concept qui auparavant était accepté.

pas de prétendre que la concurrence parfaite existe dans la réalité mais de la présenter comme une fiction, dont l'utilité dérive de sa fécondité théorique, c'est-à-dire de la capacité qu'elle offre de poser une série de problèmes et d'atteindre des résultats, jugés intéressants. La relation de la théorie «au réel» est donc de second degré. À strictement parler, son objet n'est pas le réel mais une fiction conceptuelle.

On pourrait penser que dans cette nouvelle perspective le débat économique devient purement ludique et que la dimension politique, qui était centrale chez les classiques, a tout à fait disparu. Telle n'est cependant pas notre interprétation. Selon nous, il faut associer à cette vue relativisante du discours théorique un point de vue apparemment opposé, selon lequel les débats théoriques en économie sont toujours politiques et ne font que reprendre, à l'intérieur de règles beaucoup plus précises et contraignantes, le débat entamé par les premiers économistes classiques. Les économistes d'aujourd'hui sont, autant que leurs prédécesseurs, les avocats de l'une ou l'autre des causes en présence à propos de l'organisation de l'économie. Contrairement à la vue de neutralité, évoquée plus haut, ici l'intuition serait que les théoriciens abordent en général leur objet d'étude avec des conceptions politiques préalables. La recherche consiste alors à leur donner un fondement et une formulation théoriques. Bien que cela peut paraître paradoxal, l'économie théorique, hautement mathématisée, doit être vue comme une branche particulière, plus axiomatisée que les autres, de la philosophie politique.

Dans cette perspective, les liens entre théorie et idéologie sont à comprendre sous un jour nouveau. Au lieu d'établir un lien quasi-nécessaire entre une théorie donnée et une vue politique — qu'il s'agisse de la théorie néo-classique et de la vue libérale, mais aussi de la théorie marxiste et de vues révolutionnaires, — on peut maintenant opposer la plasticité idéologique des théories et le caractère idéologiquement engagé des théoriciens. La distinction entre théorie et métathéorie permet de fonder cette idée. Il s'agit d'entendre le terme de «théorie» en un sens étroit, comme un enchaînement logique de propositions, partant de définitions et de prémisses et visant à aboutir à des conclusions en utilisant des règles de démonstration fixées par convention au sein de la profession. La notion de métathéorie se réfère au commentaire énoncé à propos d'une théorie donnée, que ce soit par ceux qui l'ont conçue ou par des tiers. Deux de ses objets doivent être privilégiés, la comparaison de cette théorie avec d'autres et les conclusions politiques que l'on pense pouvoir en tirer³. La plupart des économistes mêlent insidieusement les deux types de discours. Le travers est généralisé et c'est presque de bonne guerre, étant donné l'enjeu des discussions. Mais l'historien de la pensée se doit d'être vigilant et de distinguer les deux composantes.

Faute de temps, nous ne pouvons entrer dans un discours métathéorique (de second degré) à propos de la distinction que nous venons d'esquisser. Bornons-nous

3. Le terme de métathéorie doit être entendu dans un sens large, puisqu'à côté d'un «discours sur le discours» (ce qui serait le sens littéral du terme) il inclut des dérives à partir de la théorie, comme précisément les conclusions politiques.

à donner deux commentaires. Premièrement, la distinction vise à rendre compte de la pratique des théoriciens de l'économie. Néanmoins les choses se compliquent du fait que ces praticiens n'assument que très rarement l'épistémologie correspondant le mieux à leur pratique théorique! Au contraire, leur méthodologie explicite se réfère à une démarche d'infirmité. Mais celle-ci demeure au stade de la déclaration d'intention et n'est pas mise en œuvre. Un tel décalage brouille bien sûr les cartes. Le second commentaire est d'ordre normatif. À supposer que notre propos soit accepté comme une description valable de la pratique théorique effective, la défendrons-nous d'un point de vue normatif? La réponse doit être nuancée. Si une telle démarche nous paraît être justifiable, nous n'irions pas jusqu'à lui attribuer un statut de monopole. Une stratégie de recherche alternative, certes moins développée mais parfaitement défendable, consiste à enraceriner l'économie dans une perspective historique, alors que la démarche présentée ici l'inscrit en filiation par rapport à la philosophie politique.

Telles sont les considérations générales que nous pensons utile de donner comme toile de fond à notre réflexion. Notons d'emblée une de leurs incidences. La vue présentée ici aboutit à récuser une des motivations importantes de ceux qui sont partisans de la construction d'un paradigme alternatif à la théorie néo-classique, à savoir le biais idéologique supposé de celle-ci. Selon nous, une telle motivation n'est pas recevable et repose sur un malentendu entre lien de fait et lien logique.

2. LA MÉTHODOLOGIE WALRASIIENNE

Dans une première sous-section, nous déblayons le terrain, en mettant en avant l'idée qu'il y a lieu de distinguer plusieurs courants différents à l'intérieur de l'approche néo-classique. Dans une seconde, nous présentons quelques réflexions sur la méthode mise en œuvre dans le programme de recherche walrasien.

2.1 *L'unicité problématique de l'approche néo-classique*

Plutôt que de parler de l'approche néo-classique au singulier, il y lieu, pensons-nous, de distinguer plusieurs composantes: les approches marshallienne, walrasienne et néo-autrichienne. Celles-ci ont une importante base commune, consistant, positivement, à mettre en avant une théorie subjective de la valeur, négativement, à refuser la théorie de la valeur-travail et ses implications en termes de distribution du revenu (surplus approprié par une catégorie d'agents). L'agent individuel, rationnel et maximisateur, est leur centre d'attention. Le problème économique est redéfini comme l'allocation de ressources rares à des fins multiples, alors que l'intérêt pour les causes de la richesse des nations s'estompe. Elles ont aussi en commun l'adoption du marginalisme, avec les différents traits qui y sont liés. Mais ces traits communs ne doivent pas cacher d'importantes différences méthodologiques. Le tableau 2 les résume.

Les éléments recensés dans ce tableau ont un impact méthodologique important, car les différents points de vue adoptés placent les théories sur des orbites de

TABLEAU 2
LES DIFFÉRENCES ENTRE LES APPROCHES NÉO-CLASSIQUES

Critères	Marshall	Walras	Autrichiens
objet d'analyse	équilibre sur un marché isolé	équilibre de l'économie de marché	équilibre de l'économie de marché
priorité à l'existence	refus de principe de privilégier l'un ou l'autre aspect (de fait prépondérance du point de vue existence)	l'aspect existence logique est privilégié	priorité à l'aspect d'ajustement; gravitation
information	l'information est détenue par les marchands	centralisation de l'information	décentralisation de l'information
temps	distinction court terme/long terme comme fondement de l'horizon temporel des décisions	enchaînement d'entités transactionnelles datées et analysables d'une manière autonome	distinction court terme/long terme comme cadre temporel d'une théorie de la gravitation
monnaie	assertion (non suivie d'effets) du caractère monétaire de l'économie	perspective non monétaire	perspective non monétaire, avec possibilité de dérangements d'origine monétaire
méthodologie	découpage du champ d'étude en sous-systèmes analysables séparément	«opérationnalisme théorique»	«essentialisme théorique»

recherche différentes. En particulier, s'il est possible d'intégrer les approches marshallienne et walrasienne, l'approche autrichienne constitue un programme de recherche très différent. C'est pour cela qu'il nous paraît utile de faire éclater la catégorie générale «néo-classique». Par ailleurs, dans la mesure où la théorie walrasienne est la plus développée des approches néo-classiques et se prête le mieux au contraste avec les autres, il nous paraît utile de concentrer l'attention sur elle.

2.2 *Le programme de recherche walrasien*

Distinguons d'abord le «programme de recherche walrasien» des «modèles walrasiens». Le premier, plus vaste que les seconds, se définit par un objectif — l'étude de la viabilité et de l'efficacité d'une économie décentralisée — et un ensemble de principes méthodologiques, parmi lesquels nous soulignerions la rationalité maximisatrice et la dichotomie entre sphère réelle et économie monétaire. Le terme de «modèle walrasien» a un contenu plus étroit. Pour nous, il désigne

un ensemble de modèles, que l'on peut associer d'abord à Walras lui-même et ensuite aux auteurs contemporains ayant fait progresser ses intuitions, qu'il s'agisse d'Arrow et Debreu ou des «nouveaux classiques». L'appartenance à ce groupe de modèles découle du maintien de certaines des hypothèses de départ adoptées par Walras, — en particulier le tâtonnement, l'absence d'externalités de coûts de transaction, la flexibilité des prix et l'information parfaite quant à la qualité des biens et services proposés à l'échange. Ces «modèles walrasiens» peuvent être opposés aux «modèles non walrasiens», un ensemble non homogène, dans lesquels l'une (ou plusieurs) de ces hypothèses est (sont) abandonnée(s). Selon nous, les deux types de modèles appartiennent au programme de recherche walrasien. En conséquence, s'il est vrai que les modèles non walrasiens peuvent être vus comme des critiques des modèles walrasiens, leur succès ne peut nullement être interprété comme une crise du programme de recherche walrasien.

Si l'objet d'investigation est la viabilité de l'économie décentralisée, il est clair qu'il n'est pas — ici, comme dans les autres paradigmes — abordé de front mais plutôt par la médiation du concept d'équilibre. Deux volets peuvent à leur tour y être distingués. Le premier concerne l'existence ou la possibilité logique de l'équilibre, sa définition et ses caractéristiques, en particulier d'unicité et d'efficacité. C'est dans ce domaine que les progrès théoriques les plus marquants ont été obtenus, par Walras lui-même et par ses successeurs modernes, comme Arrow et Debreu. Le second volet concerne la manière dont l'économie peut atteindre l'équilibre, qu'il s'agisse — autre distinction importante — de la possibilité logique d'atteinte des grandeurs d'équilibre ou des conditions institutionnelles nécessaires à cette atteinte. Suivant Clower, on peut parler à propos de ces dernières de «logistique des échanges». Son explicitation consiste à préciser les règles du jeu, institutions et comportements prêtés aux agents, l'ensemble de ces éléments formant les conditions sociales permettant la réalisation des équilibres, étudiés par ailleurs sur le plan de leur possibilité d'existence logique. De ces trois questions, — existence, stabilité et conditions institutionnelles de l'équilibre walrasien, — la dernière est celle qui a retenu le moins d'attention, comme si elle était la partie la moins noble de la théorie. Beaucoup de théoriciens l'excluraient même du champ de celle-ci, sous le prétexte qu'elle consiste en des «histoires», supposées interchangeable, servant seulement à concrétiser la théorie et, à ce titre, d'un intérêt secondaire. Ceci ne nous paraît pas acceptable car, comme d'Autume (1985, p. 14), nous pensons que l'explicitation de la logistique des échanges est indispensable à l'intelligibilité même de la notion d'équilibre walrasien. Lorsque la question est abordée, le terme-clé à utiliser pour désigner le processus de coordination des décisions privées est celui de tâtonnement. Mais le concept est ambigu. Comme métaphore, il semble être un synonyme de la «gravitation» des économistes classiques, ce qu'il n'est pas du tout. Si on l'entend dans un sens technique, comme il faut le faire, il désigne une situation se résumant par une règle, l'interdiction d'échanges à des «prix faux». Dans ce cadre, une notion comme celle de transaction en déséquilibre n'a aucune place. Dans la mesure où la résolution de l'équilibre «en principe», pour reprendre l'expression de Walras, est un préalable à la réalisation des transactions, celles-ci ne peuvent être que d'équilibre. Bref, aussitôt que l'hypothèse

de tâtonnement est adoptée, l'économie ne peut être conceptualisée que sur le mode de l'équilibre et la réalisation de celui-ci est effectivement axiomatique, comme Lucas l'a affirmé avec force.

Ces clarifications ayant été apportées, nous pouvons maintenant procéder à une évaluation de la méthodologie walrasienne. Vu l'ampleur de la tâche, nous nous limitons à évoquer trois thèmes qui nous paraissent cruciaux : le premier est ce qu'ailleurs (De Vroey, 1990a) nous avons appelé le «paradoxe du camp de base»; le second consiste à emprunter à Schumpeter sa fameuse expression de «destruction créatrice» pour caractériser la démarche méthodologique walrasienne; le troisième porte sur l'éventuel contenu idéologique de la théorie walrasienne.

Tous les modèles walrasiens et bon nombre de modèles non walrasiens reposent sur l'hypothèse de tâtonnement, celle-ci concentrant sur elle toute la dimension institutionnelle de l'économie. Bien que son adoption puisse se justifier, il est crucial cependant de réaliser ce qu'elle implique. Deux figures institutionnelles alternatives peuvent lui donner forme. La première, qui est la plus communément associée au terme de tâtonnement (sans qu'il n'y ait de lien sémantique), est celle du commissaire-priseur ou secrétaire de marché. Celui-ci est un agent extérieur à l'économie. Il forme les prix d'équilibre, auxquels les demandes excédentaires s'annulent, tout en interdisant les échanges à des «prix faux». Le propre de ce schéma institutionnel — un point qui, bien qu'ayant été soulevé à maintes reprises, reste néanmoins toujours occulté — est que l'objet analysé se révèle être une modalité particulière d'un système planifié et non une conceptualisation d'un système décentralisé. Tel est le paradoxe : si le modèle walrasien est le «camp de base» du programme de recherche du même nom et que l'objectif de celui-ci est d'explorer le fonctionnement de l'économie décentralisée, il s'avère qu'il a été installé au pied du sommet opposé à celui qui est prétendument l'objectif de l'expédition théorique ! La seconde figure possible du tâtonnement (bien qu'elle soit plus rarement associée à ce terme) consiste à éliminer le secrétaire de marché du scénario théorique, tout en maintenant l'idée que les échangistes participent à une sorte de «conclave», ayant à se clôturer par la définition du vecteur de prix d'équilibre. Mais ce qui est gagné sur un plan est perdu sur l'autre. En effet, ici tous les agents sont dotés d'une connaissance complète de l'économie, équivalente à celle du théoricien-modélisateur et incluant dans son champ ce qui devrait constituer les domaines de connaissance privés et secrets de leurs co-échangistes, en particulier leurs fonctions d'utilité. Une fois cette hypothèse d'omniscience faite, il est clair que le seul vecteur de prix (à supposer qu'il soit unique) auxquels les agents optimisateurs pourront effectuer des transactions est celui que le secrétaire de marché aurait dégagé, s'il avait été là. Qu'il y ait institution de centralisation (le secrétaire) ou omniscience, le résultat est le même : les échanges hors de l'équilibre sont exclus. D'où notre suggestion de ramener les deux figures sous l'étiquette générique de tâtonnement. Toutes deux permettent à l'économie d'atteindre les grandeurs d'équilibre dont l'existence aura été analysée indépendamment par le théoricien. Ce résultat serait entièrement positif, s'il n'était pas atteint pas un coup de force, dénaturant l'objet d'étude présumé. Dans le premier cas, on introduit

un agent extérieur et centralisateur et on investit ce qui devrait être une économie de liberté d'une discipline sociale extrême, même si elle est librement consentie. Dans le second, on abolit les domaines privés de connaissance et l'opacité cognitive alors que ce sont des traits essentiels d'un système décentralisé. S'il n'y avait cette «tache aveugle», on serait certainement tenté de voir l'économie walrasienne comme un système idéal, combinant liberté, planification et efficacité. Le problème du tâtonnement est précisément que «l'histoire est trop belle pour être vraie», tous les défauts potentiels étant éliminés par un *deus ex machina*.

Pour ceux qui chercheraient des raisons de rejeter la théorie walrasienne, ces remarques paraissent fournir une justification amplement suffisante. Ce serait cependant aller trop vite en besogne. L'installation du camp de base en un lieu étonnant peut se justifier pour des raisons méthodologiques. Elle permet en effet une concentration de l'attention sur les questions d'existence, en mettant provisoirement entre parenthèses ceux qui ont trait au processus d'atteinte de l'équilibre. Tel est le point de vue défendu par des auteurs comme Arrow ou Hahn. Les développements récents du programme walrasien confirment que ce choix limitatif a donné lieu à des résultats impressionnants. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la théorie walrasienne est parvenue à prendre en compte des phénomènes comme la spécificité de la transaction salariale, qui dans les modèles élémentaires ne trouvait évidemment aucune place. Plus largement, elle a montré son adéquation à l'intuition lakatosienne selon laquelle le progrès théorique se fait négativement. En effet, si les auteurs développant des modèles non walrasiens prennent le modèle walrasien (en général la forme Arrow-Debreu de celui-ci) comme référence, c'est en le considérant comme référence négative ou «souffre-douleur». Dans cette vue, le progrès du programme de recherche walrasien passe par l'infirmité des résultats initiaux des modèles élémentaires. Loin d'être un signe de défaite du programme de recherche, de telles infirmités sont, au contraire, des marques de sa capacité à progresser.

Tels sont les deux éléments contradictoires d'un bilan méthodologique du programme de recherche walrasien. Positivement, celui-ci a manifesté un essor conceptuel remarquable, élargissant très fortement son champ d'application. Négativement, il est toujours inadéquat par rapport à son objet et, à l'égard de cette lacune fondamentale, peu de progrès a été accompli. En d'autres termes, parmi toutes les pistes de développement possibles du programme walrasien, celle de la formation des prix et de l'ajustement a été peu investie, comparativement aux autres. Le diagnostic de Hahn (1984) reste toujours valable: la théorie walrasienne est extrêmement faible en matière de compréhension des processus de fonctionnement d'une économie décentralisée. Par contre, elle est très forte, lorsqu'il s'agit d'étudier les caractéristiques et l'efficacité de situations d'équilibre, une fois qu'on laisse de côté la manière dont celles-ci peuvent se former.

Reste un autre ordre de considérations qu'on ne peut laisser hors du champ de notre réflexion. Il est certain que si de nombreux économistes se sentent mal à l'aise à l'égard de la théorie walrasienne et souhaitent voir se développer une approche alternative, ce n'est pas seulement à cause de ses éventuels défauts

théoriques. C'est aussi parce qu'ils pensent qu'elle est biaisée idéologiquement, — un point de vue qui cesse d'être valable si on accepte la distinction proposée plus haut entre théorie et métathéorie. Il est vrai que de nombreux travaux prétendent dériver de la théorie néo-classique (en général) des conclusions démontrant la supériorité du libéralisme. Mais ceci révèle simplement que la majorité des économistes pratiquant cette théorie se veulent les avocats de cette cause et non que ce résultat soit une caractéristique intrinsèque de la théorie. Exprimons les choses sous l'angle opposé : la plasticité interprétative ou métathéorique de la théorie néo-classique apparaît dans le fait qu'on peut l'utiliser pour construire des modèles démontrant la supériorité d'interventions étatiques ou, même, pour mettre en avant des thèses marxistes, comme le font par exemple Roemer(1980) et Bowles (1985).

3. POURQUOI UNE ALTERNATIVE AU PROGRAMME DE RECHERCHE WALRASIEEN?

La question suivante, sans doute assez dérangeante pour certaines audiences, se pose alors : étant donné le succès du programme de recherche walrasien, pourquoi faudrait-il encourager le développement d'approches alternatives? Les économistes orthodoxes, qui ne se posent même pas une telle question, n'auraient-ils pas raison dans leur assurance un peu arrogante qu'il n'existe qu'une seule théorie économique? Une réponse positive n'est pas à exclure. En effet, nous venons de noter que l'argument idéologique ne doit pas jouer. De plus, à supposer que l'on soit critique quant à l'attention quasi-exclusive mise dans ce programme sur l'aspect existence de l'équilibre au détriment des processus, pour combler cette lacune, ne suffirait-il pas de passer de la branche walrasienne à la branche autrichienne, tout en restant dans l'approche néo-classique entendue au sens large?

Mais ne jouons pas plus à l'avocat du diable. L'interrogation sur des voies alternatives peut se justifier par deux types de considérations. Soit le refus d'une vue linéaire de l'histoire des théories économiques, — de telle sorte que le paradigme classique, le prédécesseur de l'approche néo-classique, ne puisse être réduit au statut de brouillon de celle-ci. Soit qu'une réflexion *a priori* révèle que, s'il n'existe qu'un nombre très limité de manières de poser le problème théorique de la nature et du fonctionnement des économies décentralisées, les approches classiques et néo-classiques, à elles deux, n'épuisent pas toutes les possibilités.

C'est ici que les deux paradigmes que Lavoie voudrait voir fusionner, la théorie classique et la théorie post-keynésienne, entrent en jeu. Nous admettons volontiers, suivant par exemple Dasgupta (1985), que la première de celle-ci constitue une alternative théorique de plein droit à l'approche walrasienne, plutôt qu'une formulation embryonnaire pouvant être jetée une fois que le stade supérieur aurait été atteint. En ce qui concerne la seconde, la question nous paraît être plus complexe. Au-delà du problème de l'hétérogénéité de vues que le vocable «théorie post-keynésienne» recouvre, nous ne sommes pas certain du fait que, s'il s'agit de formuler une alternative aux approches classique et néo-classique, cette théorie,

telle qu'elle existe, soit suffisante. La critique que nous aurions à formuler à son égard est qu'elle est insuffisamment radicale. D'une part, sa critique de l'approche walrasienne est fondée sur le postulat que seule une épistémologie réaliste est valide, alors qu'il s'agit, selon nous, d'œuvrer à la construction d'un autre langage, qui ne serait pas moins abstrait. D'autre part, les post-keynésiens ne vont pas assez loin dans la réflexion sur les deux principaux thèmes qui seuls justifieraient le titre de démarche alternative, la perception de la nature et du rôle de la monnaie et la conception du marché du travail.

Par rapport au champ extrêmement vaste qui s'ouvre à nous, nous ne pouvons ici que prendre un point de vue très limité, en nous bornant à esquisser des réponses à deux questions. Premièrement, quels sont les choix méthodologiques de base amenant les approches classique et monétaire à pouvoir être vues comme des alternatives potentielles à l'approche walrasienne? Deuxièmement, que faut-il penser du projet de Lavoie visant à fusionner les théories classique et post-keynésienne en une seule mégathéorie, présumée plus puissante?

3.1 *Les fondements des différences paradigmatiques*

Le tableau 3 compare les trois paradigmes, classique, walrasien et monétaire, en fonction d'une série de choix méthodologiques de base qui nous paraissent être à la base de leur différenciation⁴.

Un premier choix est entre ce que nous appellerions une méthodologie d'hétérogénéité et une méthodologie d'homogénéité. La première repose sur l'intuition que l'objet de la théorie est profondément hétérogène et qu'en conséquence la première tâche du travail théorique consiste à poser des distinctions préalables. Cette démarche aboutit à diviser le champ de connaissance globale en strates hiérarchisées, auxquelles des principes théoriques différents seront appliqués. Les classiques ont le plus développé ce point de vue «distinctiviste». Ils distinguent entre valeur d'usage et valeur d'échange, biens produits et ressources naturelles. Pour eux, «le prix est une catégorie multiple gouvernée par des classes de détermination distinctes» (Lapidus, 1986, p. 16). Enfin, ils séparent les agents économiques en fonction de leur appartenance de classe. Mais cette démarche se retrouve aussi dans l'approche monétaire. Dans celle-ci la monnaie est exclue de l'ensemble des biens, le marché du travail n'est pas considéré comme un «vrai» marché et les dépenses d'investissement (des firmes) sont opposées aux dépenses de consommation (des ménages). La méthodologie d'homogénéité, dont la théorie walrasienne constitue le meilleur exemple, récuse ce distinctivisme, en arguant qu'une science développée se reconnaît à sa capacité à subsumer un champ épars de phénomènes sous une logique explicative unique.

4. La réflexion qui suit est, en large partie, reprise à De Vroey (1990b).

TABLEAU 3
LES CHOIX MÉTHODOLOGIQUES DE BASE

	APPROCHE CLASSIQUE	APPROCHE WALRASIENNE	APPROCHE MONÉTAIRE
1. Hétérogénéité/ Homogénéité	hétérogénéité	homogénéité	hétérogénéité
1.a Distinctions entre types de biens et de marchés	distinction ressources naturelles/biens produits	non	statut spécial de la monnaie et du marché du travail; opposition investissement / consommation
1.b. Pertinence de la prise en compte de structures intermédiaires	oui (classes sociales)	non	oui (firmes/salariés)
2. Équilibre			
2.a Priorité existence ou processus?	non tranché	existence	processus
2.b Théorisation du processus	gravitation	tâtonnement	correction des déficits
2.c Équilibre et temps	distinction court terme/ long terme sans datation	datation des opérations avec simultanéité des opérations à chaque date	datation des opérations et séquentialisme
3. Intégration de la monnaie	dichotomie	dichotomie	perspective monétaire
4. Valeur	valeur-travail	théorie subjective	absence de théorie de la valeur
5. Intégration de la population	exogénéité du salaire réel, endogénéité de la population	exogénéité de la population, endogénéité du salaire réel	exogénéité de la population et du salaire nominal, endogénéité du salaire réel

Un second ensemble de choix a trait au rôle assigné dans l'analyse à la notion d'équilibre. Différentes composantes interviennent que nous ne ferons que mentionner.

- Le jugement quant à la hiérarchie à établir dans le programme de recherche entre l'étude de l'existence de l'équilibre et du processus de son atteinte.
- La théorisation de ce dernier. L'intuition classique, épinglée sous le terme de «gravitation», suppose des échanges à «prix faux», c'est-à-dire hors de

l'équilibre, et une oscillation du prix de marché autour du prix naturel. La théorie walrasienne propose, au moins dans un premier temps, le «tâtonnement» qui exclut de tels échanges.

- La modalité d'intégration du facteur temporel dans l'analyse de l'équilibre.

Un troisième choix de base concerne la place de la monnaie dans l'analyse et oppose la vue dichotomique, partagée par les approches classique et walrasienne, et la perspective monétaire. Dans la première, l'économie de marché est étudiée sur le mode du troc. Pour la seconde, la monnaie est vue comme une composante essentielle, ayant à être d'emblée partie intégrante de l'analyse.

Un quatrième enjeu concerne la valeur. Alors que le découpage entre classiques et walrasiens est bien connu, les premiers adoptant la valeur-travail, les seconds la théorie subjective de la valeur, l'originalité de l'approche monétaire, telle que nous la verrions, consiste à essayer de théoriser l'économie décentralisée sans recourir à la notion, tellement centrale dans les autres traditions, de valeur. Dans cette perspective, les comptes des agents économiques deviennent la norme exclusive d'équilibre.

Enfin, un dernier choix concerne l'intégration de la population, et partant de l'offre de travail salarié, dans l'analyse. Le bouclage du système peut se faire de deux manières : soit en considérant la population comme endogène et le salaire réel comme exogène, soit en prenant l'optique inverse. L'approche classique adopte le premier point de vue, les autres le second. De plus, des hypothèses doivent être faites à propos d'autres points, comme la capacité de survie des agents économiques en dehors de l'échange marchand et la possibilité d'un choix entre le salariat et le travail comme producteur indépendant.

Il ressort de ces considérations que, quel que soit pas ailleurs le degré d'avancement effectif de ces paradigmes — critère à partir duquel l'approche walrasienne sort du lot, de loin, — ils constituent chacun une manière originale, irréductible et *a priori* digne d'intérêt de poser le problème économique. Ceci réfute la vue, selon laquelle le programme walrasien serait le seul langage possible de la théorie économique. De plus, dans la mesure où, sans du tout dénier la fécondité de ce programme, il reste néanmoins grevé de défauts sérieux, mentionnés plus haut, il serait judicieux que les économistes ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier et que le développement des approches rivales (dans le cas de l'approche monétaire, il s'agirait plutôt d'une simple exploration préalable) soit encouragé.

3.2 *L'utilité d'une fusion des deux paradigmes rivaux*

Lavoie est un ardent défenseur d'une fusion des approches néo-ricardienne et post-keynésienne à l'intérieur d'un corps théorique plus riche, l'approche post-classique. Dans le «pot commun» l'approche post-keynésienne amènerait la théorie de la demande effective, centrée sur le court terme, et les srafféens la théorie des prix de production, portant sur le long terme. Le projet n'est pas nouveau (Arena, 1987). Qu'il y ait une affinité métathéorique entre les membres des deux écoles est indéniable, à la fois parce qu'il y a un ennemi commun, la théorie néo-classique,

et parce que les deux courants sont tous deux originaires de Cambridge, Angleterre, et ont grandi sous l'ombre tutélaire d'un personnage hors du commun, Joan Robinson. Par contre, l'affinité théorique est pour nous plus problématique. Donnons quelques unes des raisons sous-tendant notre scepticisme, sans prétendre qu'elles permettent de conclure le débat.

Il est vrai qu'un des groupes les plus dynamiques du courant néo-ricardien — nous songeons ici à des auteurs comme Garegnani, Eatwell et Milgate (Eatwell et Milgate, 1983) — ne manque pas de se référer à l'œuvre de Keynes. Avouons cependant notre perplexité face à leur position. Trois remarques peuvent la résumer.

a) L'assertion, selon laquelle la théorie de la demande effective doit être lue comme une théorie du long terme, nous paraît résulter d'une lecture unilatérale et biaisée. Une première critique que nous ferions concerne une confusion, fréquemment établie, entre deux distinctions. La première oppose les prix naturels aux prix effectifs. Entre celles-ci l'ordre logique va des premiers aux seconds. Ceux-ci sont définis comme un écart par rapport aux premiers, résultant de la prise en compte d'un élément supplémentaire, venant modifier la détermination antérieure. La seconde est la distinction entre prix de court terme et de long terme. Ici il s'agit de données statistiques et la seconde série est une moyenne pondérée de la première. L'ordre de détermination va des premiers aux seconds. On peut certes appeler «prix naturels» «prix de long terme» mais alors sans que cette appellation n'ajoute rien. Autrement on donne aux prix du long terme, obtenus indépendamment à partir d'observation du réel, un statut qu'ils n'ont aucun titre à recevoir, — celui du centre de gravitation, de point d'équilibre. Rien ne permet d'affirmer qu'il y ait un lien entre le concept théorique de prix naturel (ou de prix de production) et le concept de prix à long terme. L'un et l'autre sont déterminés par des forces différentes, la difficulté de production, dans un cas, l'état du marché, dans l'autre (Deleplace, 1984). Ce recouplement entre les deux distinctions est très généralisé parmi les auteurs classiques. D'où leur affirmation selon laquelle l'équilibre est une «position à long terme». Il a sans doute l'avantage de donner une connotation réaliste à des concepts abstraits. Mais il n'en est pas pour autant acceptable. Un deuxième point qui nous paraît criticable consiste à poser que la distinction court terme – long terme est la seule manière d'intégrer le temps dans l'analyse théorique et que Keynes y adhérerait. Le raisonnement est : Keynes conçoit la demande effective comme une théorie de l'équilibre; l'équilibre est une conception de long terme; donc la théorie de Keynes ne peut être que de long terme! Pour nous, contrairement à Garegnani (Eatwell et Milgate, 1983), il n'est pas évident que la théorie de Keynes, exposée dans la *Théorie générale*, s'inscrive dans la conception classique de l'équilibre, plutôt que dans une conception moderne. S'il est vrai que Keynes, sous l'influence de Marshall, qualifie son analyse de court terme, l'expression est en fait malencontreuse et induit en erreur, dans la mesure où elle invite à croire que le long terme en est le cas polaire. Or ceci n'est pas si évident. L'équilibre de sous-emploi keynésien est un équilibre instantané, atteint dans un temps logique. En conséquence, l'intuition sous-jacente au projet de fusion — que les deux théories sont complémentaires en termes du point de vue temporel adopté — se révèle boiteuse.

b) Ces auteurs semblent penser qu'il y a un lien de nécessité entre la conception classique de l'équilibre, comme position de long terme jouant le rôle d'un centre de gravitation, et une conception de la production fondée sur l'idée de difficulté de production et de surplus. Ceci n'est pas exact, car les ricardiens n'ont pas de monopole sur le concept de gravitation. Celui-ci, tout en étant antinomique par rapport à une conception walrasienne, est présent tant chez Adam Smith que chez les néo-autrichiens mais dans le contexte d'autre théorie de la valeur.

c) Le sens même de la notion de demande effective à long terme est loin d'être évident. Le concept semble signifier qu'il existe une demande effective à court terme, qui serait normalement en déséquilibre et graviterait autour de la grandeur à long terme. Cette conception extrapole à l'économie dans son ensemble l'idée de déséquilibre de l'offre et de la demande sur un marché. Keynes peut bien sûr être blâmé pour avoir été très ambigu quant à ce qu'il entendait par le terme de «demande effective». Il est vrai que la plupart des auteurs «tirent» le concept dans un sens marshallien de Weintraub (1957) à Clower (1989). Mais elle peut aussi faire l'objet d'une interprétation plus hétérodoxe, comme le suggère Cartelier (1985b). Dans cette vue, la détermination de la demande effective ne se réfère pas au résultat d'interactions entre offre et demande sur les différents marchés. Elle résulte d'un exercice mental fait par les firmes, en vue de déterminer les choix de production qui leurs paraissent profitables, étant entendu que cette détermination est une décision unilatérale de leur part, laquelle est par définition supposée devenir immédiatement effective. Cette fixation des grandeurs initiales par les entrepreneurs, «en fonction de ce qu'ils croient devoir faire» Cartelier (1985b, p. 132), n'a rien à voir avec un ajustement ou un mésajustement. Pour mettre en avant l'essentiel, ce caractère d'unilatéralité, les mésajustements sont précisément écartés par hypothèse.

Pour prendre le problème sous un autre angle, on peut se demander ce que l'approche post-keynésienne a à gagner de l'intégration d'idées ricardiennes? Lavoie n'est pas très explicite à cet égard. Limitons-nous à un seul exemple, ses propos sur la monnaie, dans lesquels il note que certains néo-ricardiens sont «ouverts pour ce qui est du rôle de la monnaie» (1988, p. 31). Mais qui ne l'est pas? La ligne de démarcation nous paraît se situer ailleurs. Il y a d'un côté les diverses approches dichotomisantes qui essaient, tant bien que mal, de trouver une manière d'intégrer la monnaie, pour faire bonne figure par rapport à l'intuition commune, selon laquelle l'économie réelle est monétaire, alors pourtant que le problème économique y est posé dès le départ d'une manière telle que la monnaie ne soit pas intrinsèquement nécessaire. Il y a de l'autre l'approche monétaire qui, elle, tenterait de montrer l'inverse, à savoir l'inconcevabilité de la non-intégration de la monnaie, une fois qu'au départ le problème à résoudre a été posé autrement?

Une intuition très générale sous-tend nos remarques critiques. Elle consiste à penser qu'il est préférable que, tout en formant éventuellement des coalitions métathéoriques, les deux écoles cultivent chacune leur propre jardin et suivent leurs propres voies, telle qu'elles découlent des choix méthodologiques de base très différents sur lesquelles elles sont fondées. À gommer ces différences, on risque aussi

d'estomper les originalités respectives de ces deux approches alternatives. En particulier, nous suggérerions aux post-keynésiens de cultiver plus la spécificité de Keynes, au lieu de chercher un point commun avec les néo-ricardiens. L'approfondissement devrait porter tant sur la monnaie que sur la nature de la transaction salariale et le statut du marché du travail. Le point de vue adopté, par exemple, par Davidson (1978) en matière de la spécificité de la monnaie est, tout compte fait, assez timide. On en reste à souligner l'aspect fonction de réserve de la monnaie et à rattacher sa nécessité à l'incertitude et de l'inscription des activités économiques dans un contexte de durée. Mais ceci sont des traits qui nous paraissent relativement subalternes. La réflexion sur la monnaie faite par un auteur comme Clower (1967) ne va-t-elle pas finalement plus loin, dans la mesure où il la rattache à l'organisation des échanges? La référence à l'univers walrasien n'est pas seulement utile en termes d'une stratégie persuasive. Elle l'est aussi intellectuellement, par le contraste qu'elle permet d'établir entre le tâtonnement, comme organisation particulière des échanges, et la monnaie comme alternative à cette dernière. Il s'agit dans cette perspective de souligner, non pas les fonctions monétaires, mais le rôle de celle-ci, en tant qu'institution ou règle du jeu. Ceci débouche sur le remplacement du principe walrasien «la condition pour que des transactions puissent être effectuées est que l'équilibre soit atteint» par une proposition du genre suivant, «la condition pour qu'une transaction soit effectuée, cette fois dans une opération bilatérale, est que le vendeur soit disposé à échanger et que l'acheteur ait un accès préalable à la monnaie, un droit de tirage sur l'institution monétaire». Les incidences d'un tel changement de perspective — le glissement d'attention des biens vers les sujets et leurs comptes, ainsi que l'évanescence des catégories de valeur et de prix d'équilibre, qui sont le soubassement des problématiques traditionnelles — ne peuvent être développées ici. La même radicalisation de l'analyse pourrait s'appliquer au marché du travail, amenant à considérer celui-ci comme une transaction d'accès, régis par d'autres principes que ceux qui sont à l'œuvre dans les marchés normaux.

CONCLUSION

Les réflexions de Marc Lavoie qui ont servi de départ à celles que nous venons de présenter ont l'indéniable mérite de poser des problèmes importants. Il s'avère effectivement que les temps sont mûrs pour une réévaluation de l'apport des différents courants de la théorie économique et une redéfinition des stratégies propres à ceux qui continuent à opter pour des voies hétérodoxes. Mais ces derniers doivent être critiques à l'égard d'eux-mêmes. Le discours post-keynésien d'aujourd'hui ne peut être le même que celui qui était tenu il y a vingt ans, et qui lui-même ne faisait, dans une large mesure, que paraphraser les propos de Keynes. Dans les années 1970 on a beaucoup parlé de la crise de la théorie traditionnelle. Étonnamment, avec le recul, il s'avère que la crise n'était pas présente où on le proclamait. Aujourd'hui, la théorie walrasienne a rebondi, alors que les approches alternatives périclitent. Leur regain ne nous paraît pas passer par la voie suggérée par Lavoie.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, MICHEL (1989), «L'ambivalence de l'argent», *Revue française d'économie*.
- ARENA, RICHARD (1987), «L'école internationale d'été de Trieste (1981-1985): vers une synthèse classico-keynésienne?», *Économies et sociétés*, vol. 21, mars: 205-237.
- BOWLES, SAM (1985), «The Production Process in a Competitive Economy: Walrasian, Neo-Hobbesian and Marxian models», *American Economic Review*, vol. 75, mars: 16-36.
- CARTELIER, JEAN (1985a), «Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire? Les termes d'un choix», *Économie appliquée*, vol. 38, no 1: 63-84.
- CARTELIER, JEAN (1985b), «La Théorie générale: fondement d'une économie politique hétérodoxie?», in *Keynes aujourd'hui: théories et politiques*, A. BARRÈRE (dir.), Economica, Paris.
- CLOWER, ROBERT (1967), «A Reconsideration of the Microfoundations of Monetary Theory», *Western Economic Journal*, vol. 18, décembre: 1-9.
- CLOWER, ROBERT (1989), «Keynes's General Theory: the Marshall Connection», in *Perspectives in the History of Economic Thought*, D. WALKER (dir.), Edward Elgar, Upleadon.
- DASGUPTA, A.K. (1985), *Epochs of Economics Theory*, Basil Blackwell, Oxford.
- D'AUTUME, ANTOINE (1985), *Monnaie, croissance et déséquilibre*, Economica, Paris.
- DAVIDSON, PAUL (1985), *Money and the Real World*, Macmillan, Londres, seconde édition.
- DELEPLACE, GHISLAIN (1984), «The Theory of Competition in Classical and Marxian Economics», *Communication au Colloque sur la gravitation*, Université Paris X-Nanterre, mars.
- DE VROEY, MICHEL (1990a), «The Base Camp Paradox. A Reflection on the Place of *Tâtonnement* in General Equilibrium Theory», *Economics and Philosophy*, 6: 235-253.
- DE VROEY, MICHEL (1990b), «Histoire de l'analyse économique», in *Encyclopédie économique*, X. GREFFE, J. MAIRESSE et J.L. REIFFERS (dir.), Economica, Paris.
- EATWELL, JOHN, et MURRAY MILGATE (dir.) (1983), *Keynes's Economics and the Theory of Value and Distribution*, Duckworth, Londres.
- GAREGNANI, PIETRO (1983), «On Change in the Notion of Equilibrium in Recent Work on Value and Distribution», dans EATWELL et MILGATE.
- HAHN, FRANK (1984), *Equilibrium and Macroeconomics*, Basil Blackwell, Oxford.
- LAPIDUS, ANDRÉ (1986), *Le détour de valeur*, Economica, Paris.

- LAVOIE, MARC (1988), «Les post-keynésiens en quête d'un programme de recherche unifié et distinct du programme néo-classique: noyaux, demi-noyaux et heuristique», *Cahiers d'épistémologie*, no 8813, Département de philosophie, Université du Québec à Montréal.
- LAVOIE, MARC, «Éléments d'analyse d'une synthèse post-classique», dans ce numéro.
- ROEMER, JOHN (1980), «A General Equilibrium Approach to Marxian Economic Theory», *Econometrica*, vol. 48, no 2: 505-530.
- WEINTRAUB, SIDNEY (1957), «The Micro-Foundations of Aggregate Demand and Supply», *Economic Journal*, vol. 67, septembre: 455-470.